Rapport de la sous-commission rhums, suite à ses visites en Guadeloupe et Martinique

I. FICHE DE SUIVI SIMPLIFIEE

Phase ou évènement	Date	Observation
Reconnaissance en AOC du rhum Martinique	5 novembre 1996	Première AOC ultra-marine
Reconnaissance en IG des 6 A.O de rhums traditionnels	22 janvier 2015	Cahiers des charges validés le 6 novembre 2014 par le Comité National de l'INAO
Nomination de la commission « filière rhums »	23 mars 2018	Commission composée de 3 membres du Comité National et de 5 membres désignés par les ODG

II. PRESENTATION DE LA COMMISSION

La Commission « filière rhums » a effectué une première mission en Martinique et Guadeloupe du au juin 2019. Elle est composée de trois membres du Comité National et de la CNBS :

- Claudine NEISSON, productrice de cannes au Domaine Thieubert et propriétaire de la distillerie de rhums Martinique éponyme ;
- Florent MORILLON, Président du CRINAO Charentes-Cognac, directeur amont de la société Hennessy ;
- Yves DIETRICH est viticulteur et producteur de quetsches et cerises en Alsace ; toutes ses productions sont en AOC ou en IG ;

et de cinq membres désignés par l'ODG

- Michel CLAVERIE est directeur de la SIS Bonne Mère, entreprise productrice de rhums de sucrerie en Guadeloupe et de la distillerie agricole de Bellevue;
- Thierry GRONDIN est responsable Recherche et Développement de Savannah, distillerie de la Réunion ;
- Marc SASSIER est responsable de la production des rhums Saint James, Président de l'ODG.
- Ernest PREVOST est propriétaire de la distillerie Saint Maurice, à Saint Laurent du Maroni, en Guyane.
- Jean Claude BENOIT est Directeur des rhums Saint James.

La Commission filière rhums a mis en place son fonctionnement en désignant un Président, membre du Comité National (Yves DIETRICH) et un Vice-président, membre de l'un des ODG, pouvant varier selon les dossiers en fonction de l'IG, de la zone géographique concernée ou de la nature de la question. La Commission a également défini ses modalités de fonctionnement. Elle estime qu'indépendamment de l'examen des dossiers particuliers, la Commission doit se réunir à échéances régulières, au moins une fois par an, éventuellement à l'occasion du salon de l'agriculture.

Les principales questions d'actualité que les ODG vont avoir à traiter, et donc que la Commission « filière rhum » devra suivre, sont :

- l'achèvement de la procédure de définition des cahiers des charges (rédaction des plans d'inspections) ;

- l'évolution éventuelle des cahiers des charges (modification des dénominations, problématique du finishing, ajout d'« ambré » dans les mentions de vieillissement ...);
- la consultation de la filière en vue de l'examen du projet de décret en Conseil d'Etat sur les conditions de production et d'étiquetage des spiritueux mais aussi en vue d'une révision du code rural;
- la familiarisation de la filière aux enjeux environnementaux et notamment à la certification environnementale dont les exigences devront être prévues dans les cahiers des charges au 1^{er} janvier 2030.

Au-delà de ces questions générales, les représentants des IG ont souligné les difficultés des opérateurs dans leur découverte depuis 2015 des procédures de l'INAO : constitution de l'ODG, rédaction des cahiers des charges, validation au niveau national puis instruction par la Commission Européenne, à présent rédaction des plans de contrôle et introduction d'un nouveau système déclaratif de revendication des quantités produites. La commission « filière rhum » pourra donc épauler les ODG dans leur pédagogie vis-à-vis des opérateurs afin qu'ils s'approprient convenablement et rapidement le fonctionnement des Indications Géographiques.

La présence de la DGCCRF ainsi que des administrations locales a permis un échange fructueux d'informations notamment un bilan des contrôles réalisés ces dernières années sur les rhums des DOM ou ceux des pays tiers et la clarification de nombreux points notamment au regard de l'étiquetage des rhums traditionnels.

III. IMPRESSIONS DE LA COMMISSION

L'accueil fait à ses membres lors des visites ainsi que les échanges lors de la réunion ont témoigné de la grande attente des professionnels de Guadeloupe et de Martinique vis-à-vis de cette commission. Elle a bénéficié de la grande transparence avec laquelle les opérateurs ont présenté leur process, leurs produits ainsi que leurs problématiques. La commission a notamment observé la prise en compte par de nombreux opérateurs de l'effet de la variété et du parcellaire sur le produit. En retour, les membres de la commission, extérieurs à la profession, ont pu livrer leur étonnement devant certaines conditions d'hygiène de production ou le recours généralisé à l'acide sulfurique pour éviter les dérives bactériennes.

Les professionnels du rhum ont insisté auprès de la Commission de l'INAO ainsi que de la DGCCRF sur la place très importante du marché métropolitain pour les rhums traditionnels et donc sur la nécessité d'une surveillance très stricte sur ce marché des rhums des pays tiers sur lesquelles de nombreuses non conformités ont été constatées (étiquetage du composant alcoolique le plus vieux, aromatisation à la vanilline, ajout de glycérol, édulcoration excessive...).

La Commission a été sensibilisée à l'importance des enjeux environnementaux qu'ils concernent la production des cannes ou leur transformation, qu'il s'agisse des difficultés générées par la transcription au niveau français des normes européennes sur l'émission des poussières, du travail réalisé depuis 10 ans sur la gestion des effluents ou de la nécessaire évolution des systèmes de production suite au non renouvellement des autorisations de mise sur le marché de certains herbicides. La Commission a été marquée par une certaine dispersion des initiatives professionnelles et par la

relativement faible mobilisation des structures de recherche et d'expérimentation publiques sur ces problématiques.

IV. ACHEVEMENT DES PROCEDURES DE VALIDATION DES FICHES TECHNIQUES

La validité des fiches techniques des 7 Indications Géographiques de rhum a été confirmée officiellement par la commission européenne à la fin du mois de mars 2019. Les modifications de rédaction qui ont été apportées durant l'instruction devront être homologuées au niveau national par un arrêté. Cette nouvelle homologation suppose la validation des plans de contrôle, encore en cours de rédaction depuis 2014.

La rédaction des plans de contrôle suppose à présent de s'adapter au nouveau format des plans liés à la décision de ne laisser dans les plans que les dispositions spécifiques au cahier des charges et d'y retirer toutes les dispositions communes à l'ensemble des signes officiels de la qualité (SIQO) qui sont publiées sur le site internet de l'INAO depuis le 25 octobre 2018. <https://www.inao.gouv.fr/Textes-officiels/Dispositions-de-contrôle-communes>.

Du fait du retard pris pour la validation des plans, il a été décidé de rédiger directement les plans de contrôle des IG rhums et de l'AOC Martinique sous le nouveau format.

Une fois validés les plans de contrôle et homologués les cahiers des charges, leurs éventuelles modifications pourront être envisagées. Concernant les évolutions des dénominations visant à intégrer de simples variantes (« rhum Guyane » en complément de « rhum de la Guyane ») ou à modifier l'IG rhums des départements français d'outre-mer, la Commission Européenne contactée à ce sujet recommande avant de lancer les demandes, de vérifier de leur absolue nécessité.

V. QUESTIONS REGLEMENTAIRES

Plusieurs points issus de questions posées par l'ODG à la DGCCRF ont été expliqués et discutés. Ils figurent dans un courrier qui a été adressé à l'ODG quelques jours après le déplacement de la commission. Cf. Courrier en annexe.

- **L'affinage des rhums** dans des fûts ayant logé d'autres boissons alcoolisées : voir ce point inscrit à l'ordre du jour. La Commission filière rhum pourra contribuer à l'émergence de solutions en confrontant les souhaits de l'ODG et les orientations de la CNBS et du Comité National.
- **L'utilisation du boisé** : depuis 2008, l'aromatisation est interdite dans le rhum et l'usage du boisé (infusion aqueuse de copeaux de chêne) est considéré comme une aromatisation. Cependant au titre d'une réglementation de 1921, cette pratique très utilisée dans les rhums bruns ou élevés sous bois a été tolérée jusqu'à maintenant par la DGCCRF, ce qui paraît impossible à maintenir au vu du nouveau règlement 787-2019 et de la prochaine obligation d'indiquer la liste des ingrédients. Il s'agirait donc d'une évolution substantielle de la réglementation pouvant déstabiliser certaines entreprises. La Commission « filière rhum » a été invitée à rechercher des voies de solution à partir d'une évaluation de la situation tant au point de vue de la réglementation que des pratiques en usage.
- **La mention d'un nom d'IG dans l'adresse** : certains professionnels indiquaient de façon plus ou moins discrète le nom du département de production : Martinique ou Guadeloupe sur l'étiquetage de rhums sans IG ou

sous l'IG Antilles Françaises. La DGCCRF a clairement indiqué que ces dénominations devaient être retirées dans la mesure où les noms de département ou de région ne sont pas constitutifs de l'adresse. Ils ont indiqué que cette règle s'appliquait aux rhums ainsi qu'aux punches. Un punch avec sur son étiquetage la dénomination Martinique doit être exclusivement élaboré à base de rhum AOC Martinique.

- **Les mentions French Plantations et French West Indies** : ces mentions constituant pour la DGCCRF des évocations des IG Antilles Françaises et Département Français d'outre-mer, elles sont interdites pour des produits n'en bénéficiant pas.
- **Le terme « Domaine »** : il a été rappelé que ce terme est réservé aux eaux de vie issues d'une matière première produite sur l'exploitation dont la fermentation et la distillation sont réalisées en son sein.

Par ailleurs la DGCCRF a dressé un bilan des actions de contrôle et des différentes non conformités physico-chimiques relevées tant sur les rhums des pays tiers que sur les rhums traditionnels. De plus une base de données des analyses réalisées permet à présent de conserver l'historique analytique des produits et de suivre leur évolution.

VI. PROJET DE DECRET EN CONSEIL D'ETAT SUR LES CONDITIONS DE PRODUCTION ET D'ETIQUETAGE DES SPIRITUEUX

Ce projet de décret qui va être prochainement mis en consultation réunit dans un même texte l'ensemble des dispositions relatives aux spiritueux dont celles concernant les rhums et tout particulièrement les décrets du 25 juillet 1963 et du 22 avril 1988.

La profession a notamment fait remarquer que le décret du 25 juillet 1963 comporte également des dispositions douanières relatives à l'ouverture, la tenue et le contrôle des comptes de vieillissement, précisées dans un arrêté mais qui ne sont pas retranscrites dans le nouveau projet de décret.

Certains points ont été soulignés comme l'obligation d'indiquer sur les étiquetages la mention « Indication Géographique » en complément de la dénomination de l'IG. Les ODG ont toutefois la possibilité de demander d'inscrire dans le cahier des charges une dérogation à cette règle.

L'arrêté listant l'ensemble des mentions d'élevage ou de vieillissement utilisables par catégorie sera également mis en consultation. Pour les rhums, sera ajoutée la mention « ambré » qui aujourd'hui n'est pas listée mais est utilisée pour deux types de produits : des rhums élevés au moins 6 mois de façon traditionnelle et des rhums blancs des Antilles Françaises ou des Départements français d'outre-mer uniquement colorés au caramel. Il a été rappelé que les rhums issus de cette dernière pratique ne peuvent en aucun cas porter en complément de l'IG une mention de vieillissement et que leur étiquetage devra donc absolument être modifié.

VII. MODALITES DE CONTROLE DE L'ETIQUETAGE

La Commission a pu constater que les problématiques d'étiquetage étaient aiguës, qu'il s'agisse des rhums des pays tiers comme de ceux de certains opérateurs au sein des IG. La Commission estime important à ce stade de bâtir un cadre permettant à chacun, d'une part de disposer des règles à respecter, c'est l'objet du courrier de la DGCCRF et d'autre part d'un dispositif réactif de contrôle permettant de repérer toutes les

irrégularités dès qu'elles apparaissent. En la matière, ni l'INAO, ni les services de l'Etat ne peuvent travailler sans le concours de la profession et il serait important qu'une veille de conformité des étiquetages puisse être réalisée dans le cadre des plans de contrôle des IG.

La Commission Boissons Spiritueuses est invitée à prendre connaissance de cette note et à en débattre.